

APRÈS LES ÉLECTIONS EN ISRAËL: DE NOUVELLES CHANCES À NE PAS GÂCHER

Hubert Vedrine

Après les élections en Israël: de nouvelles chances à ne pas gâcher

1- La fin de la suprématie politique ou mentale du Likoud et de son projet de «Grand Israël» qui pesait depuis la fin des années 70 sur la politique de l'Etat d'Israël et donc sur la région est un événement considérable et porteur d'espoir. Mis à part l'admirable intermède Rabin («je poursuivrai le processus de paix comme si il n'y avait pas de terrorisme») le Likoud de Begin, Shamir, Netanyahou et Sharon avait tout verrouillé: pour éviter toute rétrocession territoriale, et donc toute négociation, il suffisait de dire que l'on ne négocierait jamais avec des terroristes. Or, on était sûr, que compte tenu de la situation, le terrorisme ne cesserait jamais complètement! De plus tout négociateur palestinien crédible, donc gênant, serait décrété terroriste, C.Q.F.D. Le plus urgent serait de détruire en priorité «l'Autorité» palestinienne imprudemment légitimée par les accords d'Oslo, ce qui fut fait avec un cynisme tranquille et une efficacité méthodique. Arafat était censé être la source de tous les blocages («nous n'avons pas d'interlocuteur pour la paix») mais après sa disparition, rien ne fut fait pour aider Abbas ni améliorer le sort des Palestiniens. D'où finalement le vote peu surprenant - escompté? - pour le Hamas.

2- Rêve pour le Likoud, cauchemar pour les palestiniens, cette politique a échoué. Depuis des années déjà, l'opinion israélienne, selon les sondages, ne croit plus à ce Grand Israël et, pour vivre en paix, s'est résignée à voir naître un Etat palestinien. Mais jusqu'il y a peu le système politique israélien interdisait cette issue. Convaincu in extremis du risque que faisaient peser sur l'intégrité et la sécurité d'Israël la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens à la démographie dynamique, Ariel Sharon en évacuant Gaza mais surtout en quittant le Likoud, et donc en le cassant, aura fait sauter le verrou et rouvert une voie fermée depuis dix ans, mis à part la tentative du deuxième semestre 2000.

3- Il ne s'agira pas avant longtemps de (re)conciliation entre deux peuples qui ont trop souffert l'un par l'autre. Ni même celle de la relance d'un processus négocié, type Oslo. Mais celle du retrait unilatéral de nouvelles parties des territoires occupés par une maintenant très probable coalition Olmert-Peretz. Bien sur tout cela restera très loin des exigences du droit international et le tracé du mur de sécurité reste inacceptable par les Palestiniens. Ceux-ci veulent être reconnus comme partenaires légitimes d'une vraie négociation. C'est clairement impossible à obtenir à court terme. Néanmoins les nouvelles mesures unilatérales de retrait vont enclencher une nouvelle dynamique en Israël, y créer un nouvel état d'esprit, aiguïser le désir d'une paix à portée de la main, rendre insupportables aux yeux des Israéliens eux-mêmes les ultimes empêchements. A un moment ou à un autre une négociation sur les points durs (Jérusalem, les réfugiés, les compensations territoriales, le statut de l'Etat palestinien, le Jourdain, le Mur, l'eau, sans oublier le Golan et les questions territoriales avec la Syrie). Elle sera acceptée à nouveau par l'opinion israélienne. Il se trouvera des responsables israéliens pour l'assumer. Avec ou sans le soutien des Américains et des Européens cette négociation se renouera quand elle sera jugée nécessaire à la sécurité d'Israël et à la consolidation d'un accord sur les frontières, quel que soit les interlocuteurs palestiniens. Pour l'heure il va falloir ne pas contrarier cette dynamique nouvelle, et au contraire l'amplifier.

4- Ce qui se passe chez les Palestiniens est pour le moment moins important. L'insuffisance de la lutte contre le terrorisme, l'incurie, la corruption servait jusqu'ici de prétexte à un refus de négocier de la part du Likoud qui, de toute façon, ne voulait pas négocier. Les Palestiniens ne sont pas aujourd'hui en position de réenclencher un quelconque processus. Que peut-on attendre d'eux? Qu'ils gèrent, en attendant, le moins mal possible, avec l'aide de l'Europe, les portions de leur territoire qui seront récupérées. Qu'ils encouragent, par leurs actes et leurs paroles, l'opinion israélienne à aller de l'avant. Qu'ils se préparent à la négociation qui reprendra inévitablement tôt ou tard.

5- Sans trop compter sur l'évanescence «Communauté internationale», ou le fantomatique quartet, que faire d'utile les rares pays qui ont de l'influence, Etats-Unis, France, Union Européenne en tant que telle, Russie, voisins arabes? Encourager les Israéliens à aller plus loin, étape après étape dans le retrait et le démantèlement des colonies. Les convaincre de repasser de l'unilatéralisme à la négociation pour conclure et sécuriser le processus et à accepter au bout du compte un Etat palestinien viable. Inciter les Palestiniens à ne pas s'en tenir à un maximalisme théorique inopérant, et à fortifier le retournement d'opinion en Israël. A réfléchir à l'inévitable compromis, comment l'obtenir, comment le faire admettre par le peuple palestinien. Pour l'Europe: ne réduire sans aucun prétexte l'aide aux populations palestiniennes: c'est absurde et cynique de prétendre sanctionner pour leur vote des populations arabes qui prennent au sérieux notre demande de démocratie! Se déclarer disponible. Pour les Etats-Unis et l'Europe: Formuler et préciser les garanties qui pourraient être offertes à l'une ou l'autre partie au moment de conclure la paix et ensuite pour aider les deux pays à se développer dans la coexistence. Faire de l'accompagnement constructif Les législatives du 28 mars ont fait apparaître de nouvelles chances. Elles ne doivent pas être gâchées.



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Après les élections en Israël: de nouvelles chances à ne pas gâcher



31/03/2006